



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- L'article R417-10 du code de la Route,
- L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la circulation routière,

Considérant que, pour permettre le bon déroulement des travaux de livraison et de désamiantage, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : Le stationnement sera interdit au 13 boulevard des Martyrs du 02 juillet au 19 août 2022.

Article 2^{ème} : **La signalisation sera mise en place par le demandeur.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 1^{er} juillet de l'an deux mille vingt-deux





ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- L'article R417-10 du code de la Route,
- L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la circulation routière,

Considérant que, pour permettre le bon déroulement des travaux de ravalement de façade, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : La société Chareyron Maçonnerie est autorisée à installer un échafaudage au droit du chantier rue de la République et rue des Jardins du 2 juillet au 10 août 2022.

Le stationnement sera interdit rue de la République au droit du chantier.

Article 2^{ème} : **La signalisation sera mise en place par le demandeur.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 1er juillet de l'an deux mille vingt-deux

Le maire,
Kamel Bouchou



OBJET : Autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'un tournoi de pétanque

Le maire de la Commune de Saint-Paul-en-Jarez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-16 et L 2213-19 et L 2131-2,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment le livre 3 et ses articles L 3321-1 et L 3335-4,

Vu l'arrêté préfectoral réglementant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

Vu la demande présentée par la classe 2024 en date 24 juin 2022

Considérant le caractère exceptionnel de cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre de l'animation du village,

ARRETE

ARTICLE 1 : La classe 2024 est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire du 3ème groupe le vendredi 8 juillet 2022, de 18H à 02H, à l'occasion d'un tournoi de pétanque.

ARTICLE 2 : Seules les boissons des 1^{er} et 3^{ème} groupe peuvent être offertes ou vendues, il s'agit :

1^{er} groupe : boissons sans alcool (eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc...).

3^{ème} groupe : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vins et liqueur de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

ARTICLE 3 : Les bénéficiaires de la présente autorisation dérogatoire sont informés que le nombre d'autorisation annuelle est limité à cinq. Les bénéficiaires devront se conformer strictement aux prescriptions imposées aux débits de boissons (protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique, etc...). Toute infraction à la réglementation applicable en matière de débits de boissons sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : La classe 2024, M. le Brigadier-chef principal et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et sur les lieux et inscrit au registre des actes de la commune et publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Paul-en-Jarez,

La classe 2024,

M. l'Adjoint délégué à la vie associative,

Le Brigadier-chef principal de police municipale.

Fait à Saint-Paul-en-Jarez,

Le 07/07/2022

Le Maire
KAMEL BOUCHOU





ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- L'article R417-10 du code de la Route,
- L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la circulation routière,

Considérant que, pour permettre le bon déroulement du déménagement au 27 rue de la République, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : Les deux places de stationnement seront interdites et réservées aux véhicules de déménagement de monsieur Burgunter devant le 27 rue de la République le 14 juillet 2022.

Article 2^{ème} : **La signalisation sera mise en place par le demandeur.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 7 juillet de l'an deux mille vingt-deux

Le maire,
Kamel Bouchou



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- L'article R417-10 du code de la Route,
- L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la circulation routière,

Considérant que, pour permettre le bon déroulement du déménagement au 100 route de la République, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : Trois places de stationnement seront interdites et réservées aux véhicules de déménagement de monsieur PIN face au 100 route de la Barollière le 22 et 23 juillet 2022.

Article 2^{ème} : **La signalisation sera mise en place par le demandeur.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 7 juillet de l'an deux mille vingt-deux

Le maire,
Kamel Bouchor





ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,

Considérant que, pour permettre le bon déroulement des travaux sur le complexe des Fraries, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : L'accès à l'ensemble du complexe des Fraries sera strictement interdit pendant la période du 20 juillet au 15 septembre 2022 sauf pour les entreprises du chantier de réfection du terrain de foot, Parcs et Sports et Travaux Publics du Jarez.

Article 2^{ème} : A partir du 20 août 2022, le club de foot aura également le droit d'utiliser les vestiaires et le terrain synthétique, uniquement sur les horaires d'entraînement et uniquement pour les licenciés du club

Article 3^{ème} : **La signalisation sera mise en place par les services techniques.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 4^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 5^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- A la brigade de gendarmerie de Saint Paul en Jarez

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 12 juillet de l'an deux mille vingt-deux





ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- L'article R417-10 du code de la Route,
- L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la circulation routière,

Considérant que, pour permettre le bon déroulement des travaux changement de fenêtre, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : Monsieur Pitiot Romain est autorisé à installer un échafaudage sur le trottoir au droit du chantier 29 route de la Terrasse du 22 au 29 août 2022.

Article 2^{ème} : **La signalisation sera mise en place par le demandeur.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 19 juillet de l'an deux mille vingt-deux

Le maire,
Kamel Bouchou





ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- L'article R417-10 du code de la Route,
- L'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la circulation routière,

Considérant que, pour permettre le bon déroulement du déménagement au 40 rue de la République, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : Deux places de stationnement seront interdites et réservées aux véhicules de déménagement de monsieur Besson face au 40 rue de la République le 30 juillet 2022.

Article 2^{ème} : **La signalisation sera mise en place par le demandeur.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 19 juillet de l'an deux mille vingt-deux

Le maire,
Kamel Bouchou





ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- Le Code Pénal et plus particulièrement son article R610-5,
- Le code de la route et son article R417-10,

Considérant que, pour permettre le remplacement d'un candélabre, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : La SERP est autorisée à alterner la circulation par feux tricolores le 27 juillet 2022 sur la M7.

Article 2^{ème} : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 25 juillet de l'an deux mille vingt-deux

Le Maire,
Kamel BOUCHOU





ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-PAUL-EN-JAREZ (Loire),

Vu ensemble :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2212-1 et suivants,
- Le Code Pénal et plus particulièrement son article R610-5,
- Le code de la route et son article R417-10,

Considérant que, pour permettre la création d'un branchement d'eau potable, il convient de réglementer les lieux ainsi qu'il suit :

ARRETE

Article 1^{er} : SUEZ est autorisée à rétrécir la chaussée durant une journée entre le 19 et le 27 août 2022, 310 chemin du Moulin Dampierre.

Article 2^{ème} : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents.

Article 3^{ème} : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de LYON à compter de son affichage en mairie et de sa publication.

Article 4^{ème} : Le directeur général des services et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Aux archives de la Mairie de Saint Paul En Jarez
- Au demandeur

Fait en Mairie de SAINT-PAUL-EN-JAREZ,
Le 26 juillet de l'an deux mille vingt-deux





OBJET : Autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'un vide grenier

Le maire de la Commune de Saint-Paul-en-Jarez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-16 et L 2213-19 et L 2131-2,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment le livre 3 et ses articles L 3321-1 et L 3335-4,

Vu l'arrêté préfectoral réglementant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

Vu la demande présentée par la classe 2024 en date du 05 juillet 2022

Considérant le caractère exceptionnel de cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre de l'animation du village,

ARRETE

ARTICLE 1 : La Chasse Communale est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire du 1^{er} et 3^{ème} groupe le dimanche 4 septembre 2022, de 07H à 19H, à l'occasion d'un vide grenier.

ARTICLE 2 : Seules les boissons des 1^{er} et 3^{ème} groupe peuvent être offertes ou vendues, il s'agit :

1^{er} groupe : boissons sans alcool (eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc...).

3^{ème} groupe : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vins et liqueur de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

ARTICLE 3 : Les bénéficiaires de la présente autorisation dérogatoire sont informés que le nombre d'autorisation annuelle est limité à cinq. Les bénéficiaires devront se conformer strictement aux prescriptions imposées aux débits de boissons (protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique, etc...). Toute infraction à la réglementation applicable en matière de débits de boissons sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : La Chasse Communale, M. le Brigadier-chef principal et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et sur les lieux et inscrit au registre des actes de la commune et publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Paul-en-Jarez,

La Chasse Communale,

M. l'Adjoint délégué à la vie associative,

Le Brigadier-chef principal de police municipale.

Fait à Saint-Paul-en-Jarez,

Le 28/07/2022

Pour le Maire absent,

Le 1^{er} Adjoint,

Philippe ROMEYRON



OBJET : Autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire à l'occasion d'une soirée familiale

Le maire de la Commune de Saint-Paul-en-Jarez,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-16 et L 2213-19 et L 2131-2,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment le livre 3 et ses articles L 3321-1 et L 3335-4,

Vu l'arrêté préfectoral réglementant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons,

Vu la demande présentée par la classe 2024 en date du 26 juillet 2022

Considérant le caractère exceptionnel de cette manifestation qui s'inscrit dans le cadre de l'animation du village,

ARRETE

ARTICLE 1 : La Classe 2024 est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire du 3ème groupe le samedi 27 août 2022, de 18H30 à 02H, à l'occasion d'une soirée familiale.

ARTICLE 2 : Seules les boissons des 1^{er} et 3^{ème} groupe peuvent être offertes ou vendues, il s'agit :

1^{er} groupe : boissons sans alcool (eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc...).

3^{ème} groupe : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vins et liqueur de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

ARTICLE 3 : Les bénéficiaires de la présente autorisation dérogatoire sont informés que le nombre d'autorisation annuelle est limité à cinq. Les bénéficiaires devront se conformer strictement aux prescriptions imposées aux débits de boissons (protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique, etc...). Toute infraction à la réglementation applicable en matière de débits de boissons sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 : La Classe 2024, M. le Brigadier-chef principal et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et sur les lieux et inscrit au registre des actes de la commune et publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Paul-en-Jarez,

La Classe 2024,

M. l'Adjoint délégué à la vie associative,

Le Brigadier-chef principal de police municipale.

Fait à Saint-Paul-en-Jarez,

Le 28/07/2022

Pour le Maire absent,

Le 1^{er} Adjoint

Philippe ROMEYRON